

Le développement durable malmené

Edwin ZACCAI

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles

Contribution parue dans <http://www.quae.com/fr/r4657-un-demi-siecle-d-environnement-entre-science-politique-et-prospective.html>

Version non définitive revue

Bruxelles, 18 décembre 2012

Quelles perspectives peut-on adopter sur le "développement durable" quelques temps après la Conférence Rio+20, étape qui se voulait particulièrement importante au niveau international ? Et quels sont les effets de la sévère crise économique post-2008 sur sa configuration ? Telles sont les questions principales qu'aborde ce texte, qui met en perspective des évolutions du développement durable depuis le Rapport Brundtland.

Nul doute que nous soyons ici au coeur de questions qui ont tenu à coeur à Jacques Theys durant sa carrière professionnelle prolifique en réflexions, depuis une période plus ancienne d'ailleurs que celle où je les ai abordées. Jacques Theys remonterait sans doute en effet volontiers jusqu'à la conférence de Stockholm, dont la déclaration a plus de termes en commun avec celle de Rio qu'on ne pourrait le croire. Il a largement commenté aussi les évolutions du concept et des programmes de développement durable, en appelant il y a quelques années à une "seconde étape" (Theys et al. 2010) qui n'a sans doute pas satisfait ses espoirs, pas plus que ceux de nombre d'entre nous.

A la fois pour comprendre et pour soutenir l'action, Jacques Theys s'est interrogé de façon élaborée sur les questions de gouvernance de l'environnement, avec régulièrement des accents particuliers pour le territoire et pour les questions d'inégalités sociales, quand ce n'est pas pour les deux (Theys 2002; 2003). Sa réponse positive à notre invitation à participer à un colloque sur le thème "Environnement et inégalités sociales" (Cornut et al. 2007) a contribué à inscrire ce thème dans les recherches des années qui ont suivi. En particulier l'analyse qu'il a donnée des raisons pour lesquelles les préoccupations environnementales et sociales ont eu tendance à s'ignorer, a donné lieu à un texte important (Theys 2007). La compréhension de l'intérieur des institutions qui est celle de Jacques Theys, étant donné son rôle de passeur entre les recherches académiques et les recherches orientées n'est en effet pas le moindre de ses apports. J'ai eu la chance à cet égard de bénéficier de ses analyses de "l'intérieur", au moment où je préparais un ouvrage sur les évolutions du développement durable (Zaccai 2011). Enfin, n'oublions pas les perspectives foisonnantes et érudites dont Jacques Theys a fait progresser les travaux sur les indicateurs et sur la prospective. Encore des composantes à la fois techniques et théoriques soutenant un développement que l'on souhaiterait plus.. soutenable.

Concept versus programme

Si l'on s'interroge donc aujourd'hui sur l'histoire contemporaine du développement durable, il faut tout d'abord lever une ambiguïté. Parle-t-on du développement durable en tant que concept, en tant que programme ou comme un ensemble de réalisations ?

Commençons par différencier concept et programme, et j'en viendrai ensuite aux réalisations.

Versant conceptuel

Le développement durable n'a jamais été un concept bien défini, et de nombreux textes se sont penchés non seulement sur ses définitions, mais aussi sur cette manie de constamment le redéfinir. Du reste, on pourrait remarquer un certain essoufflement dans cette tendance de définition recommencée, qui témoigne à mon sens, comme d'autres éléments que je développerai, d'une relative baisse d'investissement dans cette perspective.

Comme plusieurs auteurs l'ont fait remarquer, le développement durable sur son versant conceptuel peut être plus pertinemment décrit comme un répertoire de problèmes, de principes, d'orientations. Il représente aussi une construction, ou un ensemble de constructions conceptuelles pouvant varier selon les acteurs : le développement durable de l'ONU n'est pas celui de l'UE, ni celui de l'OCDE, ou de Greenpeace. A ce sujet, on peut notamment renvoyer à un article de Hopwood et al. (2005) qui répertoriait de façon très didactique un ensemble de travaux, répartis selon plusieurs dimensions du développement durable (prise en compte des inégalités, importance donnée à la technique, stabilité des écosystèmes).

Aussi flou et ouvert que soit ce versant conceptuel, il me semble pourtant que c'est là qu'un certain succès a pu être enregistré, un quart de siècle après le Rapport Brundtland. Plus exactement, la vision d'une non durabilité de la trajectoire de notre société, la nécessité de changements profonds pour lui assurer davantage de durabilité, le poids des facteurs écologiques dans cette problématique, et la nécessité de modèles innovants articulant social, économique et environnemental constituent des éléments qui me semble-t-il sont plus présents que par le passé dans notre conscience contemporaine. Certes, l'adhésion à une telle vision diffère selon les pays, les acteurs sociaux, ou les orientations politiques, et elle n'est pas non plus généralisée, mais on peut en trouver bien des signes tant dans des textes politiques que dans des analyses médiatiques, voire culturelles. Il est clair que la crise économique majeure que connaissent les Etats-Unis et l'UE depuis 2008, avec des répercussions mondiales, a encore accru cette conscience de non durabilité, avec des accents conduisant à modifier les orientations du développement durable (voir plus loin).

Versant opérationnel

Le succès paraît beaucoup moins attesté en revanche pour les programmes politiques préconisés dans le cadre du développement durable. Autant il peut y avoir accord relatif sur l'insoutenabilité de certaines trajectoires, autant avec le recul de deux décennies, les programmes qui recherchaient une opérationnalisation du développement durable dans son ensemble n'ont produit que des effets limités. Que ce soit pour des stratégies onusiennes, européennes, nationales ou locales, on enregistre çà et là des avancées sectorielles ou ponctuelles, mais la formule de l'organisation transversale du changement soutenue par le développement durable révèle avec le temps un manque d'adéquation avec la gravité des problèmes affrontés. Ni les méthodes de concertation, ni celles d'approches volontaires, ou d'initiatives exemplaires, qui ont été si souvent prônées dans ce contexte n'ont permis par elles-mêmes de générer les changements souhaités par rapport aux trajectoires de fond. Cela confirme à mon sens qu'en matière

de développement durable, il est plus fondé de parler de visions conceptuelles que de programme politique.

Bien sûr, on ne peut pour autant signaler d'échec généralisé. Ainsi, tous ces processus largement inclusifs auront participé à la diffusion de réflexions sur la non durabilité de certaines trajectoires, certains auront aussi contribué au niveau local à des actions, comme le montre Villalba (2009) sur l'exemple de la France. Un ouvrage comparant les stratégies sub-nationales dans différents pays révèle que l'investissement de décideurs politiques dans le succès de celles-ci constitue l'un des facteurs majeurs de succès, et que laisser ces processus à une vie plus administrative ne produit que des résultats assez limités, bien que variables selon les contextes (Bruyninckx et al., 2012).

La Conférence de Rio+20 aura confirmé elle aussi un manque d'avancées dans le sens de politiques d'ensemble du développement durable, même si le rôle du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) a été renforcé, de même qu'a été créée une instance onusienne de concertation dotée d'un peu plus de visibilité que la CDD (Commission de Développement Durable de l'ONU), dont la place dans l'organigramme et le budget des institutions internationales étaient particulièrement ténus. Au passage, il est peut être significatif de relever que la dénomination de cette conférence se référerait précisément au passé, plutôt qu'à un nouvel élan. Certes, la Conférence de Rio souligne au début de sa Déclaration sa filiation avec la Conférence de Stockholm, vingt ans plus tôt, et le Sommet de Johannesburg, était également vu pour sa part comme un "Rio+10", mais sans que les références à un autre sommet dominant à ce point dans ces cas là. Du reste, la portée de chacune de ces conférences doit être comprise en fonction de leur contexte. Celle de Rio se situant juste après la chute du Mur de Berlin, dans une période plus propice au multilatéralisme par rapport aux trois autres, une période aussi d'initiation de politiques environnementales et climatiques, a bénéficié de facteurs de succès évidents.

Réalisations

En ce qui concerne les réalisations, il est évident que bien des choses ont changé sous le soleil durant la période qui a suivi le Rapport Brundtland de 1987 et la Conférence de Rio en 1992.

Certains progrès pour le développement dans le monde

Certaines évolutions se sont produites dans le sens préconisé par ces textes. Il en va ainsi de l'améliorations de quelques critères économiques de développement, dans des régions d'Asie en particulier, de même que de la hausse forte des niveaux d'instruction dans le monde, de celle de l'espérance de vie, ou encore d'un accroissement accéléré de la part relative des pays "en développement" dans le total de la richesse, au point qu'à l'heure actuelle, le clivage simpliste hérité du colonialisme entre pays "développés" et "en développement" semble plus que jamais à relativiser. Pourtant des régions du monde très pauvres le sont restées, notamment en Afrique subsaharienne, certaines ont même aggravé leur situation. C'est apparemment sur le plan écologique que la situation

semble la plus détériorée quand on l'observe sur le plan global, comme l'a fait par exemple le rapport GEO-5 (2012) publié par le PNUE peu avant la conférence de Rio+20.

Pour l'environnement, des évolutions contrastées

Pour autant, certaines améliorations ont néanmoins été enregistrées dans le domaine de l'environnement. Il y a manifestement eu dans certains pays (notamment de l'OCDE) des progrès dans le traitement des déchets, des eaux usées, des polluants dans l'air. J'ai tenté ailleurs (Zaccai 2011, 2012) de discerner des points communs entre les problèmes environnementaux ayant connu des améliorations par rapport aux autres. Sans que ce soit une règle générale, il semble que parmi les thématiques ayant subi des améliorations sensibles, on retrouve celles qui ont un impact au présent, directement perceptible, gênant des populations qui ont des moyens de pression et enfin pour lesquelles il existe des solutions techniques efficaces et relativement peu coûteuses. Ce portrait s'applique bien par exemple à des décharges malodorantes dans des pays riches. On a même pu suggérer que la baisse relative d'intérêt des citoyens américains concernant les problèmes environnementaux serait liée au fait que les problèmes les plus visibles et gênants apparaissent comme en partie résolus dans ce type de pays (Krugman 2010).

A l'inverse, les problèmes affectant des populations lointaines dans l'espace ou le temps (dotées de peu ou pas de moyen de pression sur les pollueurs), et que des solutions techniques ne permettent pas aisément de résoudre, notamment parce qu'elles touchent au cœur du fonctionnement de l'économie et/ou sont issues de sources très diffuses, révèlent plutôt des détériorations. On pensera évidemment à la production de gaz à effet de serre, mais aussi aux prélèvements de ressources naturelles, ou aux atteintes à la biodiversité, principalement du fait de l'exploitation d'espaces, ou d'un autre point de vue à la diffusion de modes de consommation très gaspilleurs en matières et énergie. Une autre ligne de séparation entre ces deux catégories de problèmes serait de voir les premiers sous forme de nuisances, concernant des volumes relativement limités, et les seconds sous forme de flux, se chiffrant en millions ou milliards de tonnes.

Comme je l'ai indiqué, tous les problèmes ne se plient pas à cette division. Ainsi, une série de produits chimiques disséminés par leur utilisation par l'industrie du monde entier, continuent d'avoir des effets qui ne sont pas sous contrôle, en dépit de leur impact sur notre bien humain le plus précieux, la santé, et le fait qu'il peut exister le plus souvent des alternatives technologiques.

Une faible contribution du développement durable comme programme

Résultats il y a donc, mais le fait de savoir dans quelle mesure la référence au développement durable a pu contribuer à ces évolutions dans les relations entre développement et environnement peut être discuté.

Tout d'abord, il est patent que les programmes de développement durable, et la perception de cette orientation auprès de la grande majorité des acteurs qui en sont conscients, sont avant tout orientés vers l'environnement. Il suffit de parcourir une déclaration comme celle de Rio+20 pour constater combien les enjeux environnementaux dominent, même si la pauvreté ou la santé sont citées nombre de fois comme problèmes importants. Mais sur ses questions là, dès qu'elles n'ont pas de rapports directs avec les enjeux environnementaux, il y a peu de concret et de

nouveauté, de même qu'apparaissent d'énormes lacunes sur des questions essentielles du développement, et il en va de même *mutatis mutandis*, tant à l'OCDE, qu'à l'UE ou dans nombre d'autres programmes sous l'égide du développement durable. Il est vrai qu'avec le temps certaines thématiques sociales sont venues se ranger auprès des questions environnementales dans les stratégies, comme certains aspects de la santé, ou de l'inclusion sociale (comme c'est le cas dans la seconde stratégie européenne de développement durable, dont les thèmes sont repris au niveau national en France ou en Belgique). Reste à voir dans quelle mesure les mises en œuvre dans le cadre spécifique de ces stratégies peuvent faire une différence.

En matière environnementale, il me semble que l'ouverture de la notion, son caractère invitant, accueillant pour différentes problématiques et enjeux, a facilité la mise en discussion de certaines questions environnementales, auprès d'acteurs qu'un affichage plus strictement écologique aurait pu rebuter (par exemple des secteurs industriels et agricoles). Toutefois, il est tout de même significatif de constater que pour des politiques plus affirmées en matière d'environnement, c'est ce dernier terme qui est remis en avant, comme le Grenelle de l'Environnement en France (et non du développement durable) en fournit un exemple emblématique.

Le développement durable en 3D

Un vecteur d'opérationnalisation se voulait fourni par l'analyse selon les trois dimensions, économique-sociale-environnementale, de différents projets ou politiques. A ce sujet, il faut remarquer que ce triptyque ne figure pas dans le Rapport Brundtland, pas plus qu'à la conférence de Rio en 1992, où c'est le couple environnement-développement qui est structurant. Le triptyque apparaît durant les années 90, et s'impose avec la conférence de Johannesburg en 2002. Si dans la définition clé du Rapport Brundtland, l'équilibre est à trouver entre les besoins du présent et ceux des générations futures, cette recherche a donc été remplacée par celle d'un équilibre « en 3D », plus axé sur le présent. La Constitution belge, qui a intégré le développement durable comme objectif de politique générale depuis 2006, combine d'ailleurs adroitement ces deux visions, l'une transgénérationnelle, l'autre transsectorielle.

Pour ouvrir les esprits à diverses problématiques, l'approche par les trois dimensions souffre de bien des faiblesses. Chacune des dimensions est si large qu'il est bien difficile de savoir si elle est pertinemment retracée, et aussi si l'équilibre recherché serait de nature à garantir une durabilité dans le temps. Après tout, des acteurs sociaux, économiques et environnementaux peuvent s'entendre pour privilégier fortement le présent par rapport au futur, et c'est d'ailleurs le plus souvent le cas dans les conséquences pratiques des décisions prises. De plus, une juxtaposition de la recension d'impacts de telle ou telle politique ou tel ou tel projet sur un éventail de domaines ne permet pas nécessairement de comprendre les dynamiques qui génèrent ces impacts, et de pointer les causes plus profondes qui seraient à modifier. La correction d'impacts est décrétée possible à travers des outils de « transparence », de concertation, voire des méthodes coûts-bénéfices, alors que ces instruments sont eux-mêmes contraints en grande mesure par les possibilités *business as usual*, hormis des initiatives qui se veulent exemplaires, mais dont la généralisation peut être problématique.

Le développement durable dans la crise de 2008 et ses suites

Joignant la réflexion en termes de concept, programme et résultats, on peut se demander finalement si le développement durable a eu suffisamment d'ambition conceptuelle, en matière de modèle et de critique des théories du développement. Essayons dans ce qui suit d'approfondir ce point de façon plus hypothétique et prospective en considérant les influences de la crise économique sévère que connaît l'Europe. Comment le développement durable répond-il ou est-il reconfiguré par rapport à ce contexte ?

Limiter ici ce propos à l'Europe ne veut pas dire pour autant que d'autres questions fondamentales sur les modèles de développement durable et non durable ne se posent pas ailleurs dans le monde. Je pense notamment à la stagnation évidente du développement dans les régions les plus pauvres, ou encore à la croissance des émissions de gaz à effet de serre ingérable actuellement par les politiques climatiques pour les pays en industrialisation rapide. D'autres problèmes cruciaux de ce type pourraient être pointés, mais ne seront pas traités dans ce qui suit.

Le poids des dettes

La crise économique actuelle confirme le caractère non durable de notre modèle, mais elle ajoute aux dettes contractées envers les générations futures – un point clé du Rapport Brundtland – la révélation de dettes déjà insoutenables pour les générations présentes. Si les théoriciens de l'environnement s'accordent pour dire que nous sous-payons notre utilisation du milieu naturel, la crise économique suggère qu'en dépit de ce crédit à bon compte, notre mode de vie reste surévalué par rapport à nos moyens, et ce déjà au présent. Le basculement géopolitique est en cours. L'Occident perd progressivement de ses avantages compétitifs et semble vivre au-dessus de ses moyens, non seulement écologiques, mais strictement économiques.

Des crises économiques importantes et des décroissances, ont affecté bien d'autres pays avant les pays européens. C'est en partie à l'aveuglement de l'occidentocentrisme, héritage des pays colonisateurs, que l'on doit d'avoir été peu attentifs à ces situations de déclin et à leurs conséquences pour les populations. En outre, si de nombreux pays du Sud en (non) développement étaient subissaient un poids déséquilibré de leurs dettes, les pays plus riches faisaient, et font toujours, la sourde oreille sur les contraintes manifestes posées ainsi à leur développement. Le Rapport Brundtland a d'ailleurs été rédigé dans un contexte d'endettement fort de certains pays du Sud et ce problème constitue une raison importante de la demande de croissance (respectant équité et environnement) pour laquelle plaide ce rapport.

Quels fondements pour la croissance ?

Plusieurs remèdes sont tentés aujourd'hui par les décideurs européens face à cette situation stressante. L'orientation centrale consiste à rendre l'Europe attractive pour que des capitaux privés puissent y trouver une rentabilité comparable ou supérieure à celle qu'ils peuvent obtenir dans le reste du monde. On considère, si l'on y parvient, que les activités ainsi générées produiront des effets positifs sur le niveau de vie des populations (et si possible durablement), mais ces effets ne se produisent en réalité que fort partiellement.

Il semble qu'une série de raisonnements économiques considérés comme acquis concernant le couplage entre progrès économique et social devraient dès lors être

revisités, comme y appellent de nombreux chercheurs travaillant sur le développement durable, mais sans que ces études se soient suffisamment concrétisées. Innovation, recherche technologique ou encore hausse de la productivité demeurent des objectifs uniformément soutenus par les pouvoirs publics. Si par exemple il est considéré comme positif d'investir dans des routes ou des infrastructures, c'est que, outre les effets directs sur l'emploi, on anticipe que cela augmentera la productivité, qui produira de la croissance, qui génèrera des recettes, qui seront utilisées pour augmenter le niveau de vie. Ce raisonnement assez grossier reste utilisé sans poser trop de questions malgré ses faiblesses, à l'instar d'un système d'irrigation handicapé par de nombreuses fuites, au moment même où l'on a moins de liquide à y injecter.

De profonds bouleversements dans les rapports entre progrès économique et social, et à l'intérieur de chacun de ces pôles, constituent des raisons essentielles expliquant que l'équilibre recherché entre enjeux sociaux, économiques et environnementaux n'a pas donné les résultats escomptés. Nous voyons les dysfonctionnements de certaines institutions mises en place en d'autre temps se poursuivre sous nos yeux, et nous continuons à les alimenter, comme les châteaux forts ont continué un temps à être construits alors même qu'ils étaient devenus inopérants pour arrêter les boulets de canon.

Quels objectifs pour des sociétés en décroissance économique ?

Il sera difficile d'étudier toutes les routines à modifier pour mieux fonctionner dans la société qui change rapidement. Plusieurs sujets représentent, me semble-t-il, des priorités à comprendre dans notre situation actuelle.

Comment les populations vivent-elles, sont-elles affectées par, les conditions de décroissance économique ? Quelles sont les solidarités efficaces, les modes d'assurances valides ? Est-ce du côté du public, et avec quelles modalités, ou du domaine du privé, avec les solidarités familiales, comme le font de leur côté les groupes migrants dans leurs pays d'accueil. Le repli sur des communautés peut d'ailleurs faire partie des éléments de recherche de résilience, mais il pose d'autres problèmes.

Est-il possible que les pouvoirs publics accompagnent cette décroissance économique, alors que le maître mot a toujours été son contraire, croissance ou développement ? Le développement durable fait moins recette pour plusieurs raisons déjà citées, et peut-être aussi parce que tout simplement on ne croit plus suffisamment au développement tout court. C'est-à-dire à la capacité d'une société à auto-organiser son progrès sous une forme coordonnée. Dans un sens, nous sommes dans une situation qui rappelle celles de pays du Tiers Monde pour qui, pour d'autres raisons, le paradigme du développement n'était pas adapté au XXème siècle (Hussein 1989), et qui ont été obligés de fonctionner avec des hiatus et des dysfonctionnements.

La décroissance, absolue ou relative des niveaux de vie des pays européens par rapport à d'autres, a des conséquences profondes auxquelles les chercheurs devraient donc s'atteler à réfléchir en priorité. Si l'on parle de déclin économique, et de satisfactions de besoins et de désirs à rechercher dans ou malgré cette situation, il est clair que s'y heurtent des facteurs anthropologiques et qu'une telle perspective est difficilement légitimée, et en tous cas ne peut être promue comme telle, malgré les efforts de ceux qui, conscients de cette situation, voudraient rendre la sobriété désirable (Bourg et Papaux

2010), ou établir les bases d'une prospérité sans croissance (Jackson 2009). Autant de questions de recherches cruciales.

Au niveau politique, il est frappant de voir à quel point les enjeux environnementaux ont perdu de leur priorité dans le sillage de la crise. Il semble qu'on enregistre une baisse de crédibilité pour des programmes réformistes de type libéralisme social (centre droit ou centre gauche), mâtinés d'environnement, à la façon dont petit à petit les hommes et femmes politiques européens ont interprété le développement durable. Une campagne comme celle des Présidentielles françaises en 2012, ne montrait-elle pas entre autres choses que les stratégies des candidats, parfois purement gestuelles ou langagières, étaient bien plus commentées que n'était discuté le contenu des programmes ? Le populisme constitue un autre point à étudier, dans le sens du vote pour des candidats n'ayant pas de solutions efficaces, et émettant des propositions à court rayon d'action.

Comment étudier les conditions de résilience des sociétés, à supposer que ce concept de résilience soit pertinent au niveau social ? Le travail mené sur les indicateurs pourrait nous y aider. Identifier ce qu'il est important de conserver, ce qui sert d'amortisseur ou d'élément permettant de réagir à des crises et des changements non voulus s'avèrera crucial. Même dans le cadre de l'adaptation (aux changements climatiques notamment) ce paradigme montant, il est nécessaire de faire de choix sur ce qui est conservé et ce qui est laissé au changement. Il a été montré maintes fois que le degré de bonheur n'est pas directement lié au niveau de richesse économique (quand les besoins de base sont satisfaits). Parmi les indicateurs les plus significatifs pour le bien-être figure la violence, ou plutôt la sécurité contre la violence.

Décroissance, transition et économie verte

Ces idées sont latentes dans les courants du développement durable, mais la crise économique leur donne un coup d'accélérateur et révèle des pans fragiles et d'autres plus précieux dans ces recherches. Dans ce contexte, il est intéressant de questionner également des paradigmes en quelque sorte concurrents du développement durable dans les discours et recherches actuels.

La décroissance, qui a des interprétations différentes selon les régions du monde (Martinez-Alier et al. 2010), se trouve aujourd'hui dans une situation paradoxale. Si l'on considère la version française, que l'on retrouve aussi dans certains milieux militants de l'Europe du Sud, on pourrait penser que les appels à quitter le système en anticipant son effondrement, que l'on voyait fleurir sur les réseaux dès avant la crise de 2008 avaient en partie vu juste. En ce sens ces appels pouvaient viser une forme d'adaptation à l'insécurité croissante du système en place. Toutefois il y aurait lieu de mieux étudier cette hypothèse tant au niveau des relations entre actes et discours, que selon les catégories sociales. Quoiqu'il en soit, étant donné l'appel aujourd'hui omniprésent à la croissance, du fait de la crise de l'endettement, dans le chef des politiques européens, le concept de décroissance paraît devenu moins audible. Sur le fond on ne voit pas bien comment des baisses économiques de quelques pourcents pourraient résoudre les problèmes environnementaux de fond, d'autant que la mauvaise situation économique ampute certains moyens aux politiques environnementales. Si la décroissance est vue comme un idéal (culturel) à moyen ou long terme, elle peut en effet avoir sa raison d'être. En tant que réforme politique, elle mène me semble-t-il à choisir d'agir sur la

décroissances de certains flux polluants ce qui n'est pas très différent des principes du développement durable. La question se reporte alors sur les stratégies et les moyens d'obtenir plus d'efficacité par rapport à ces objectifs.

Les théories de la transition, ou plutôt du management de la transition (Boulanger 2008), visent quant à elles des horizons temporels de quelques décennies. Mais elles gardent inchangées les postulats sur les moyens d'action des pouvoirs publics, sur leurs logiques, et considèrent que les objectifs peuvent être fixés par nos sociétés dès maintenant, dans un sens faisant une plus large place aux réalités du futur. Est-ce réaliste ?

La crise économique sévère fait apparaître comme quelque peu désuet le discours relativement idéalisé de l'expérimentation participative à petite échelle dans le but de propager ensuite les enseignements et les résultats, sous la houlette de pouvoirs publics bienveillants. Depuis longtemps, le développement durable est préparé à petite échelle, dans des fractions limitées de la société, avec l'idée que la société serait capable d'organiser, de renforcer ces ferments de changements, comme le théorise le management de la transition.

Mais le temps a passé et le pouvoir de dispersion de ces expériences est resté faible face aux marchés tandis que des problèmes écologiques de fond, notamment climatiques, se sont rapidement aggravés. Le développement durable se voit parfois attaqué précisément pour ceci d'avoir fait croire qu'avec de petits gestes, des éco-produits en quantité limitée par exemple, les ferments de changements seraient suffisants. La "marchandisation" du développement durable, dans le sens de son passage fort vers le mode marchand ces dernières années, a contribué à sa décrédibilisation, tant certains objectifs de ces deux sphères restent peu conciliables, comme l'analyse Libaert (2010).

La modernisation écologique, ou l'économie verte, ou la relance verte, qui sont autant de pistes pour soutenir le modèle ancien en y intégrant des diminutions d'impacts environnementaux et une relance de nouveaux produits et services, ne répondent que très partiellement aux enjeux de la crise actuelle. Il y a cependant sans nul doute des atouts à exploiter de ce côté. En Allemagne, les énergies renouvelables comptabilisent davantage d'emplois que le nucléaire en France. L'Europe s'est positionnée sur ce créneau "vert" pour exporter dans le monde. De plus, la hausse des prix de l'énergie stimule, plus que tout instrument public, l'activité dans ce domaine, au sens énergétique au moins, car il en va autrement pour les autres aspects de l'environnement. Les innovations technologiques dans un but d'économiser les ressources et de diminuer les impacts pourraient avoir des retombées positives, étant donné les interconnexions fortes des systèmes techniques. Toutefois, ces innovations devraient aussi être largement développées ailleurs, dans les "ateliers du monde", visant des techniques appropriées à d'autres contextes.

Les effets socioéconomiques de cette piste restent cependant limités. Au niveau mondial, le concept flou d'économie verte n'a pas fait recette à Rio+20, où il reste non défini dans la Déclaration et assorti de nombreuses conditions. En Europe et aux Etats-Unis, les aides publiques qui sont justifiées pour encourager ces secteurs sont mis sous pression avec les autres dépenses publiques. Des concurrents économiques sont susceptibles de mettre en question la compétitivité de l'Europe sur certains créneaux verts également,

comme c'est par exemple le cas de la Chine pour le photovoltaïque. De plus, la montée en puissance très rapide de l'utilisation d'énergies non conventionnelles (gaz, schistes) est en train de faire baisser les coûts énergétiques et fournit un potentiel exploitable considérable aux USA et bientôt sans doute en Europe, ce qui aura un effet considérable sur l'une des motivations des politiques climatiques : diminuer la dépendance au pétrole et gaz importés.

Le développement durable malmené

Pour toutes les raisons qui précèdent, la formule du développement durable a perdu de son attractivité à l'heure actuelle. Pour autant, on ne voit pas comment il est possible de traiter de questions environnementales de façon dé耦plée des questions économiques et sociales. On ne voit pas non plus comment abandonner le souci du futur, afin d'anticiper les impacts inacceptables pour tenter de modifier notre trajectoire en conséquence, plutôt que de croire que la croissance économique va mener *ipso facto* à la poursuite du progrès. Il est également nécessaire de poursuivre des coordinations globales et des expérimentations locales. De ce fait, la formule du développement durable sur le plan d'une vision, ou d'un ensemble de principes et de problèmes à articuler, demeure à mon sens valable. Que l'on utilise ou non cette expression à l'avenir.

Bibliographie

- Boulanger Paul-Marie, "Une gouvernance du changement social : le *transition management*", *La Revue nouvelle*, novembre 2008, no 11, p. 61-73.
- Bourg Dominique, Papaux Alain (dir.), *Vers une société sobre et désirable*, Paris, PUF, 2010
- Bruyninckx Hans, Happaerts Sander, Van den Brande Karoline, *Sustainable development and subnational governments. Policy making and Multi-level interactions*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2012
- Cornut Pierre, Zaccai Edwin et Bauler Tom, *Environnement et inégalités sociales*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007. Livre épuisé et disponible gratuitement en ligne: http://digistore.bib.ulb.ac.be/2011/i9782800413969_000_f.pdf
- Hopwood Bill, Mellor Mary, O'Brien Geoff, "Sustainable development : mapping different approaches", *Sustainable Development*, 2005, no 13/1, p. 38-52.
- Hussein Mahmoud, *Versant Sud de la liberté*, La Découverte, Paris, 1989
- Jackson Tim, *Prosperity without Growth ? The Transition to a Sustainable Economy*, Londres, Sustainable Development Commission, 2009
- Krugman Paul, "L'occasion d'une prise de conscience écolo", *Courrier international*, N° 1018, 6 mai 2010.
- Libaert Thierry, *Communication et environnement, le pacte impossible*, Paris, PUF, 2010
- Martinez-Alier Juan, Pascual Unai, Vivien Franck-Dominique, Zaccai Edwin, "Sustainable de-growth : Mapping the context, criticisms and future prospects of an emergent paradigm", *Ecological Economics*, 2010, no 69, p. 1741-1747
- PNUE, *GEO 5. L'avenir de l'environnement mondial*, Nairobi, PNUE, 2012
- Villalba Bruno (dir.), *Appropriations du développement durable. Émergences, diffusions, traductions*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2009.
- Theys Jacques, "L'approche territoriale du «développement durable», condition d'une prise en compte de sa dimension sociale", *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 1 : Approches territoriales du Développement Durable, mis en ligne

le 23 septembre 2002

Theys Jacques, "La Gouvernance, entre innovation et impuissance", *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 2 : Gouvernance locale et Développement Durable, mis en ligne le 01 novembre 2003

Theys Jacques, "Pourquoi les préoccupations sociales et environnementales s'ignorent-elles mutuellement ? Un essai d'interprétation à partir du thème des inégalités écologiques", in Cornut et al. (2007), *Environnement et inégalités sociales*
http://digistore.bib.ulb.ac.be/2011/i9782800413969_000_f.pdf

Zaccai Edwin, *25 ans de développement durable, et après ?*, Paris, PUF, 2011

Zaccai Edwin, "Over two decades in pursuit of sustainable development: Influence, transformations, limits", *Environmental Development*, 2012, N°1, p. 79-90

Je remercie Romain Weikmans pour sa relecture d'une version antérieure de ce texte